



Le 1^{er} mai ne se passe pas au travail !

Force est de constater que la seule obstination qui motive aujourd'hui le Gouvernement est bel et bien de s'empresse à répondre favorablement à la moindre injonction du patronat.

Face à la mobilisation contre la proposition de loi initiale visant à permettre très largement aux entreprises de faire travailler les salarié.es le 1^{er} mai, le Premier Ministre s'était engagé à ne pas poursuivre le débat parlementaire. Or, le Premier Ministre vient de faire inscrire à l'ordre du Sénat l'examen d'un projet de loi s'inscrivant dans **la remise en cause du caractère obligatoirement férié et chômé du 1^{er} mai**. Le texte déposé par le gouvernement restreint le champ d'application aux « boulangers pâtissier artisanaux et artisans fleuristes ». Contrairement aux éléments de langage répétés par les soutiens à la politique gouvernementale, il ne s'agit pas de « sécuriser » une situation existante – il ne faisait en réalité pas débat en effet ceux-là ne peuvent actuellement pas faire travailler des salarié.es – mais bel et bien d'étendre la dérogation existante. Et cela aux dépens des salarié.es mais aussi des petits commerces indépendants de proximité qui pouvaient jusqu'ici déjà ouvrir, à la seule condition de ne pas faire travailler de salarié.es, sans subir la concurrence des grands groupes qui seraient demain nombreux à pouvoir se prévaloir de la nouvelle dérogation (du fait du découpages fréquents en petites entités permettant d'entrer dans la catégorie dite artisanale).

En plus des milliers de salarié.es qui seraient immédiatement concerné.es, cette ouverture de la dérogation au principe du repos rémunéré le 1^{er} mai constitue un précédent remettant en cause l'exceptionnalité de cette journée : à chaque fois qu'un principe est entamé, les dérogations s'étendent progressivement jusqu'à devenir la règle allant même jusqu'à remettre en cause les compensations exceptionnelles existantes dans les entreprises.

Concernant le fameux recours aux seul.es salarié.es « volontaires » sans cesse exposé pour rassurer, il n'existe pas du fait du lien de subordination inhérent au contrat de travail et donc contraignant les salarié.es à répondre aux obligations de l'organisation du travail relevant de la seule compétence de l'employeur. Comme pour le travail le dimanche, les employeurs obligeront les salarié.es à travailler le 1^{er} mai sous peine de licenciement, de non augmentation ou déroulement de carrière pour manque de bonne volonté ou de non recrutement pour les nouvelles et nouveaux salarié.es.

Cet acharnement à l'encontre du caractère particulier du 1^{er} mai qui n'est pas un jour férié à part entière s'inscrivant aussi dans une volonté de remettre en cause plus d'un siècle d'histoire sociale et de conquêtes collectives. En effet, le patronat soutenu par le personnel politique réactionnaire souhaite effacer des mémoires collectives ce qu'incarne le 1^{er} mai, une journée de commémoration des luttes pour les droits des travailleuses et travailleurs, marquées notamment par des événements tragiques, comme la fusillade de Fourmies le 1^{er} mai 1891.

Les travailleuses et les travailleurs attendent des parlementaires qu'ils et elles répondent aux urgences sociales : augmentation des salaires, baisse prix des carburant, emplois, éradication des accidents et des morts au travail, services publics, pas qu'ils et elles remettent en cause les conquêtes sociales et accroissent la précarité !

Les Unions Régionales CGT, FO, FSU, Solidaires et l'UNEF appellent à participer massivement au rassemblement devant le Sénat le 16 juin 2026 à partir de 13h30 - 15, rue de Vaugirard 75006 - pour défendre les conquêtes sociales et s'opposer à la remise en cause du 1^{er} mai aux dépens des salarié.es.

Paris, le 8 juin 2026